

## Nouvelles perspectives en sciences sociales



*La conscience du lieu*, Alberto Magnaghi, Paris, Eterotopia France, coll. « Rhizome », 2018, 176 p.

Soraya Baït

Volume 16, numéro 2, mai 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1077104ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1077104ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Prise de parole

ISSN

1712-8307 (imprimé)

1918-7475 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Baït, S. (2021). Compte rendu de [*La conscience du lieu*, Alberto Magnaghi, Paris, Eterotopia France, coll. « Rhizome », 2018, 176 p.] *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 16(2), 285–289. <https://doi.org/10.7202/1077104ar>

## La conscience du lieu

Alberto Magnaghi, Paris, Eterotopia France, coll. « Rhizome », 2018, 176 p.

PAR SORAYA BAÏT

Université de Tours, Tours, France

Dans cet ouvrage, qui s'inscrit dans la continuité de *La biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire comme bien commun*, publié en 2014<sup>1</sup>, l'architecte et urbaniste Alberto Magnaghi, fondateur de l'école territorialiste italienne, revient sur la question cardinale posée par la Société des Territorialistes : « comment sauvegarder un milieu anthropisé et domestiqué en tant qu'unité territoriale vivante et "auto-soutenable" ? »

Ce nouveau livre, au titre poétique, *La conscience du lieu*, réinvestit le couple *territoire-lieu* en développant quelques propositions dont le fil conducteur est le thème général du retour au territoire, comme bien commun (à vivre et à transmettre), à travers la prise en compte de la *conscience du lieu*.

Cet ouvrage est organisé en quatre essais, introduits par un rappel de l'ancrage théorique et du contexte qui a fait émerger le projet territorialiste.

Face aux conséquences désastreuses et clairement lisibles sur les territoires, des actions conjuguées de la puissance de la marchandisation globalisée, des flux mondialisés et de la métropolisation généralisée, l'auteur propose en introduction à son exposé, de renforcer le territoire local, produit d'une relation entre vivants (l'homme et la nature), par la promotion de l'action de *soigner*, en passant de l'idée de *prendre soin* de la nature (création de dépendance et domination) à celle d'*avoir soin* du milieu ambiant de l'homme (relation de partage et coévolution),

<sup>1</sup> Alberto Magnaghi, *La biorégion urbaine. Petit traité sur le territoire comme bien commun*, Paris, Eterotopia France, coll. « Rhizome », 2014.

qui exige un accroissement de la conscience du lieu, « qui en dernière analyse, prend la forme de conscience d'espèce » (p. 33).

Cette introduction est suivie d'un premier essai, « Conscience de classe et conscience du lieu : dialogue entre un économiste et un urbaniste », présenté sous la forme agile d'une discussion, entre l'économiste, Giacomo Becattini, et Alberto Magnaghi, et précédemment publié dans un ouvrage de Becattini, *La coscienza dei luoghi. Il territorio come soggetto corale*, paru en 2015. Ce dialogue s'ouvre sur les fondements de la société des territorialistes. La crise actuelle, liée principalement à l'expansion du pouvoir de la haute finance, qui a conduit à une surdétermination de l'économie du système financier, agissant dans les différents secteurs du développement territorial (à travers l'action des grands groupes financiers et immobiliers), a mené à une « pulvérisation totale du territoire et des relations vertueuses et coévolutives entre l'établissement humain et le milieu » (p. 48). Cette « pulvérisation » et « atomisation » des lieux, trouverait ses origines dans l'urbanisme progressiste du mouvement moderne des CIAM développé dans les années vingt, à travers l'adaptation fonctionnelle du territoire au cycle productif et reproductif du capitalisme industriel. Ce qui a conduit à la suprématie du principe fonctionnel et au « démembrement du corps vivant des lieux en autant de sites monofonctionnels » (p. 49). L'auteur poursuit son analyse sur la « dissolution » des lieux, qui se traduit par un processus général de « déterritorialisation », produisant « une perte totale de souveraineté des individus et des communautés locales sur les formes matérielles, sociales, culturelles et symboliques de leur existence » (p. 61). Dans un contexte de capitalisme fordiste, l'affaiblissement de la conscience du lieu n'est pas sans lien avec l'accroissement de la conscience de classe, qui à son tour s'affaiblit dans le contexte généralisé de la crise actuelle. Il observe un retour de la conscience du lieu, à travers des tentatives (individuelles et collectives) de réinterprétation du territoire et d'une « reterritorialisation » par l'invention de « nouvelles formes de production et de consommation fondées sur la convivialité, la solidarité et l'auto-soutenabilité » (p. 88). Ce mouvement dessine le projet d'une

« renaissance des lieux », à travers les actions conjuguées d'une « mondialisation par le bas », qui serait possible par un retour à la responsabilité commune des habitants des lieux, où prédomine le principe territorial sur le principe fonctionnel. Dans cette optique, Margnaghi propose trois intentions urbanistiques pour matérialiser la « renaissance des lieux » : développer un réseau de petites municipalités à la place des métropoles et mégalopoles, réorganiser les régions en un système de biorégions urbaines et mettre en valeur les réseaux des petites villes historiques.

Le deuxième essai, publié en partie en 2015, traite des paysages de l'alimentation. Magnaghi part d'un premier constat : face à un double processus d'*urbanisation globale* et de *déterritorialisation* qu'il qualifie d'*anthropocène urbain*<sup>2</sup>, se dessine nettement un autre mouvement qui se construit en contre-courant à travers la production de formes d'urbanités alternatives non hiérarchiques, fédératives et solidaires. Partant de ce mouvement spontané de résistance, face aux effets dévastateurs de la métropolisation en cours, la Société des territorialistes voit dans ce contre-courant les signes d'un retour au territoire, observé principalement dans le domaine de l'agriculture. L'auteur articule les actions refondatrices d'une agriculture urbaine et innovante : la *néoagriculture écologique*, un mouvement de *contre-exode* et de repeuplement des territoires abandonnés, combiné à une croissance de conscience collective des lieux. Ces nouveaux systèmes alimentaires sont le point de départ d'un processus de réidentification et d'intensification de réseaux socioculturelles et économiques. Développés localement et écologiquement, ils reconfigurent le territoire et reconstruisent de nouvelles relations de proximité fondées sur la gestion collective des biens communs. Pour l'auteur, ce développement directement lié à une croissance collective de la *conscience du lieu* prend la figure d'une « choralité productive<sup>3</sup> » en puisant ses connaissances et ses savoir-faire dans l'histoire locale et commune. Il prend par ailleurs la dimension d'une

<sup>2</sup> *Ibid.*

<sup>3</sup> Giacomo Becattini, « Oltre la geo-settorialità: la corallità produttiva dei luoghi », *Sviluppo Locale*, vol. 15, n° 39, 2012, p. 3-16.

alternative stratégique « pour une globalisation par le bas » centrée autour du concept de « biorégion urbaine ».

La transition de la grande métropole à la biorégion urbaine est traitée dans le texte inédit du troisième essai. Partant de l'analyse des processus constitutifs de la métropolisation en cours, motivée par une recherche d'accroissement de la puissance dans la compétition mondiale, et basée sur la concentration territoriale et la centralisation des fonctions politico-économiques, l'auteur présente une alternative à la domination centralisatrice de ce processus. Il propose la biorégion, comme autre modèle de ville métropolitaine polycentrique, qui en favorisant la citoyenneté active au niveau de la communauté locale, s'organiserait sous la forme d'une « fédération de villes petites et moyennes, noyau fondateur du fédéralisme municipal solidaire » (p. 166). Ce réseau non hiérarchique résulterait d'un équilibre écologique, productif et social. Il viserait le bien-être des habitants à travers la valorisation et la préservation des ressources patrimoniales constituées de biens communs environnementaux, territoriaux, paysagers et socioculturels.

Dans son essai conclusif « Mettre en commun le patrimoine territorial : de la participation à l'autogouvernement », Magnaghi aborde le processus de construction du territoire, comme *bien commun*, combinant à la fois deux natures : une *nature patrimoniale* (résultat des actions successives de plusieurs civilisations) et une *nature processuelle et historicoévolutive* (résultat d'une interaction entre la communauté humaine et le milieu naturel). Il propose de considérer le *bien commun territoire* en tant que fondement d'une « conversion écologique » de l'économie, en le « réintroduisant dans les cycles actifs de production et de reproduction de la vie humaine comme leur condition préalable principale, comme leur catalyseur et comme leur résultat » (p. 189). Le *bien commun territoire*, composé de biens matériels et immatériels, est envisagé en tant que projet, en évolution continue, édifié par les membres de nombreuses générations, à travers sa spécificité historique et géographique. Ce qui en fait une production sociale singulière et autosoutenable, construisant elle-même « les règles

opérationnelles de bon gouvernement valides pour tout le territoire régional, orientées selon les “mondes de vies” des populations et vers la progression de leur qualité environnementale, d’habitat, de relations, etc » (p. 202). Ainsi le *bien commun territoire* devient la condition indispensable et l’objectif premier d’une communauté citoyenne, conçue comme une communauté de *conscience du lieu*.

Tout au long de son ouvrage, Magnaghi illustre, avec plusieurs exemples et réalisations, ce processus en cours en Italie. Ces derniers ne sont pas forcément transposables en France ou ailleurs, mais demeurent fortement inspirateurs pour des démarches fondées sur les actions d’une « globalisation par le bas », qui pourraient redonner aux habitants-citoyens un rôle majeur dans des processus de gestion collective pour la définition de projets (re)fondateurs et (re)configurateurs de leurs territoires, basés sur une conscience individuelle et collective de ces patrimoines vivants, à vivre, à soigner, à transformer et à transmettre.